

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 BLOIS

Blois, le 27/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCI INS MER

76 RUE DE PRONY
75017 Paris

Références : LSAEX 2023-1132
Code AIOT : 0010009105

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement SCI INS MER implanté ZAC DES PORTES DE CHAMBORD rue Antoine Saint-Exupéry 41500 Mer. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection suite à la remise en état du système d'extinction incendie endommagé consécutivement à un épisode orageux qui a provoqué l'effondrement partiel de la toiture de cet entrepôt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI INS MER
- ZAC DES PORTES DE CHAMBORD rue Antoine Saint-Exupéry 41500 Mer
- Code AIOT : 0010009105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepot de stockage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement aux prescriptions de l'arrêté de mesure d'urgence du 9 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures conservatoires immédiates	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 2	/	Sans objet
2	Rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 3	/	Sans objet
3	Remise en service	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 4	/	Sans objet
4	Gestion des déchets liés au sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures conservatoires immédiates

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : I- L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes: mettre en sécurité les installations du site: surveillance, rétablissement d'une détection incendie dans les cellules 3,9 et 11 et/ou présence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie en permanence en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie; mesures spécifiques, interdiction d'accès, etc..., signalisées de manière et information des dangers présents (risques d'effondrement, de chute de matériels, etc.) En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant,

et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. II- Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Pour mémoire : Par suite des épisodes orageux de la nuit du samedi 4 juin 2022 au dimanche 5 juin 2022, un effondrement partiel de la toiture de l'entrepôt s'est produit pour quatre cellules (1,3,9 et 11) endommageant le système d'extinction automatique du site. L'exploitant a missionné un expert constructif afin de vérifier la solidité de l'ouvrage pour les cellules sinistrées, mais également pour les cellules non sinistrées. L'expert est intervenu le lundi 6 juin 2022 et a émis ses premières conclusions le 8 juin 2022. Il a conclu à la possibilité d'une reprise d'activité dans les cellules non sinistrées. Pour pallier à la mise à l'arrêt du système d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant a mis en place à partir du 6 juin 2022 une surveillance 24/24 7/7 par un agent titulaire du CQP et du SSIAP 1. La surveillance anti-intrusion du site étant garantie par les agents de sécurité du locataire présents au poste de garde 24/24 7/7. Des barrières de chantier autour des zones sinistrées ont été installées le jeudi 9 juin 2022. Une signalisation interdisant aux salariés de se rapprocher a été affichée. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche "incident" et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Ils comportent, notamment: – les circonstances et la chronologie de l'événement; – l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement); – les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme; – la fiche "accident" du site internet ARIA à renseigner Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.
Constats : Pas de non-respect constaté.

Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en date du 7 juin 2022 une fiche de notification d'accident/incident (BARPI). L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en date du 22 juin 2022 un rapport d'accident comportant notamment: – les circonstances et la chronologie de l'événement; – l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement); – les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remise en service

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service
Prescription contrôlée : En application de l'article R. 512-70 du code de l'environnement, la remise en service des cellules 1,3,9 et 11 est conditionnée à la fourniture d'une attestation de conformité du système d'extinction automatique mis en place.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une attestation de bon fonctionnement hydraulique suite au rapport Q1du 20/09/2023 (suivant le référentiel APSAD R1) émise par la société AXIMA le 25/10/2023. Nota: Le rapport Q1 du 20/09/2023 fait état de réserves levées les 13,24 et 25/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des déchets liés au sinistre

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation des dechets
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les

déchets présents sur le site et issus des intempéries.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a mandaté la société KAP CONSTRUCTION pour intervenir sur le déblaiement des zones sinistrées. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées tous les documents justifiant de l'évacuation et de l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus des intempéries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet